

lars, quelque 32 milliards de francs) alloué au programme nucléaire. Aux portes du Parlement, plus de 4 000 militants anti-nucléaires se sont affrontés violemment avec la police faisant 15 blessés.

# Rwanda: le ton monte entre le FPR et Paris

Le Front patriotique rwandais (FPR) veut que la France, qui annonce le retrait « progressif » de ses troupes « à partir du 31 juillet », ait déjà quitté le Rwanda à la fin du mois. « Nous demandons à la France de respecter ses engagements même si les Nations unies ne sont pas prêtes à prendre le relais », a déclaré hier à Kigali Jacques Bihozagara, l'un des dirigeants du mouvement rebelle. Au début de l'opération Turquoise, le gouvernement français avait fait part de son intention de ne pas prolonger l'intervention au-delà du 31 juillet mais, par la suite, le mandat des Nations unies avait fixé le 21 août comme échéance. Hier à Paris, Alain Juppé, jugeant les engagements de relève obtenus la veille au siège de l'ONU, à New York,

seulement « à moitié satisfaisants », a expliqué que le retrait français, comme déjà le déploiement, « s'organisera sur plusieurs jours ou plusieurs semaines ».

Le durcissement de ton, de la part du FPR, intervient alors que de nouvelles vagues de réfugiés affluent vers la « zone humanitaire » dans le sud-ouest du Rwanda, créée et gardée par la France. La pression militaire sur Ruhengeri a mis sur la route « entre 200 000 et 500 000 déplacés supplémentaires », selon la Croix rouge internationale. Au total, dans la partie du pays qui échappe encore au contrôle du FPR, 2,6 millions de personnes erraient à la recherche d'abris et de secours. Lundi, envisageant l'assaut fi-

nal sur Gisenyi, l'actuel refuge du « gouvernement », le commandant de l'opération Turquoise, le général Laffont, avait déclaré que les ministres en fuite seraient autorisés à entrer dans l'enclave humanitaire française « en simples réfugiés ». Cette prise de position a été très mal accueillie par le FPR qui s'estime dès lors, à son tour, « autorisé à pénétrer dans cette prétendue zone humanitaire sans armes »... Des leaders de l'opposition hutue modérée pourraient se rendre dans les jours à venir dans le sud-ouest du pays, « pour y évaluer la situation ». Leur présence, en face de l'armée défaite et des miliciens de l'ancien régime, provoquerait à coup sûr de l'agitation. S.Sm

## Financement des partis: ouverture